

-Les bureaucrates épongent leurs sueurs froides et s'attellent à une reprise en main des forces jeunes et ouvrières.

-La classe profite au mieux de ce qu'elle a pu arracher. (cf. tableau des jours de grèves).

-« Rouge » se coltine une triple tâche :

-Il faut endiguer sur tous les fronts l'effritement du rapport de force, participer aux luttes,

-Nous menons la polémique sur les principes léninistes d'organisation face à la marée spontex.

-Nous œuvrons empiriquement dans ce qui reste des organes de lutte de Mai, repères des nouvelles avant-garde. Il faut pédagogiquement y défendre la nécessité d'une clarification, de regroupement politique clair et du travail dans les organisations de masse, principalement syndicats ouvriers.

Dès mars 69, la classe reprend la lutte, stimulée par la crise du bonapartisme et les manipulations monétaires. (752 000 journées de grèves en mars 69, plus le Mans...). De gaulle manœuvre et troque la paix sociale contre un referendum.

L'organisation a enfourché la manifestation du 11 mars pour révéler le courant révolutionnaire ( cf. Rouge No14 ).

b) La reprise en main :

Les organisations ouvrières acceptent le terrain bourgeois et assurent le calme. Les patrons en profitent pour liquider le bonaparte. Pompidou s'impose, et, avec la nouvelle équipe, un nouveau cours politique, économique et social. L'impératif industriel commande. Giscard prend la barre, Chaban au porte-voix et Marcellin au fouet ; il faut rapidement remettre l'économie en haute mer. On profite de l'écrasement électoral de la gauche et des vacances pour se refaire un plancher monétaire ; là-dessus Giscard échaffaude un plan de redressement : l'objectif est simple :

1) bloquer salaires et consommation intérieure pour améliorer les prix de revient mais obliger les industriels, forts de la dévaluation et de ces économies de main d'œuvre à s'implanter à l'extérieur.

2) Bloquer le crédit courant pour étrangler le secteur pré-monopoliste incapable de s'autofinancer et accélérer la concentration.

3) Bloquer les prix pour maintenir la compétitivité, obliger à la rationalisation, liquider les marginaux et limiter les revendications salariales.

4) Débudgétiser, défiscaliser, décharger l'industrie et, en conséquence, privatiser et rentabiliser les services publics.

Chaban doit réaliser le consensus général sur cet effort national.

Dans un premier temps, il songe à faire entrer la Nouvelle Société par la grande porte, portée par les bureaucraties ouvrières sur un coussin de contrats de progrès.

Cette ambition, toute gaulloise, se heurte à la combativité ouvrière et à la direction CGT.

La CGT sert un projet politique qui implique son hégémonie sur le mouvement ouvrier et son indépendance par rapport à la bourgeoisie.

D'autre part, cette centrale ramasse les morceaux de Mai, il lui faut se reclasser aux yeux des militants de la CFDT.

Seguy, donc, gronde et fait donner cheminots et électriciens.

Mais les patrons n'ont plus le choix, le plan Giscard doit réussir : Chaban, fort de la complicité de Descamp et de Bergeron joue l'épreuve de force et lâche les bulldozers de Marcellin et les CDR ( EDF ). Malgré une combativité ouvrière exceptionnelle, ( septembre 304 000 jours de grèves, octobre : 327 000 jours de grèves, novembre : 423 000 jours de grèves ) on se repliera sur un referendum : PCF et CGT sont complètement paralysés par leur refus d'engager l'épreuve de force ; acculés, ils doivent casser une à une les nombreuses grèves du 1er semestre 70 ( Berliet, Vallourec, Lacq : cf. tableau des jours de grèves ) en institutionalisant la pratique des semaines d'action par catégories.

Les bureaucrates vont tenter une opération prestige d'envergure autour du 1er Mai. Le projet est de toute première grandeur : diriger une grève EN dans la semaine du 25 avril. Fêter massivement le 1er Mai. Montrer la jeunesse CGT la semaine suivante et enfin, déboucher le 10 Mai sur un Vincennes Vietnamien.

Mais les jaunes lui brisent la semaine EN, Marcellin le contraint à s'indigner sur la loi scélérate et lui encadre sa manif. du 1er Mai à Paris, lui liquidant celles de province. Enfin, le rassemblement jeune frise le fiasco.

Chaban a gagné, mais il a compris qu'il était risqué d'infliger des brimades trop spectaculaires à la CGT : D'autant qu'il lui faut aussi compter avec la révolte des PME et le second souffle des forces révolutionnaires.

Ces dernières, après un an de pourrissement sur les facts, stimulées par la combativité ouvrière et l'impasse des bureaucraties font irruption sur l'avant-scène politique au travers des campagnes immigrés, armée, logement, transports.

Après avoir bloqué les bureaucrates et apaisé provisoirement les PME, le pouvoir peut briser les révolutionnaires.

Pour des raisons objectives ( toute implantation hors des entreprises est extrêmement vulnérable ) et conjoncturelles ( la pratique de la GP ), après avoir reculé à Nanterre devant une liquidation de toute l'extrême-gauche, Marcellin opte pour l'exemple ( dissolution de la GP ) et l'arsenal juridique ( loi anti-casseurs ).

Le 2ème souffle a été de courte durée. Toute épreuve de force minoritaire devient suicidaire. Toute mobilisation « périphérique » même de masse devient extrêmement fragile.

Les révolutionnaires sont au pied du mur : c'est soit l'implantation dans les entreprises et le mouvement ouvrier organisé, soit le travail marginal, aléatoire, soit l'isolement.

2) Les forces en présence

-Le pouvoir en général et Chaban en particulier ont tiré les leçons de l'intégration mode septembre 69 : On comprend la bonne volonté obligée des bureaucrates pourvu qu'on ne les provoque pas devant la base.

Mieux vaut rengorger les chants de victoire et envelopper la classe d'un dru filet de leurs accords et contrats.

La grande bourgeoisie met à profit la provisoire stabilisation économique et la paix sociale pour accélérer à froid la restructuration de l'appareil de production.

Elle utilise l'impasse des bureaucraties pour habituer la classe à la concertation et à la planification sociale.

-Les licenciements et déplacements massifs ont été prévus et solutionnés par deux grands accords nationaux sur le chômage et la formation professionnelle.

-L'extension de l'intéressement et de la mensualisation permet momentanément, branche par branche, entreprise par entreprise, toute une série de rencontres fructueuses qu'il serait indécent de troubler par des mouvements sociaux !

-Un ensemble de contrats pluri-annuels couvre le secteurs public : à toute force, on pourrait rapprocher l'échéance des discussions prévues pour éviter une trop grande effervescence.

-Les couches prémonopolistes :

Carotte ( assurance-maladie, TVA, Caisse d'entraide ) et bâton les ont momentanément mâtées ou achetées ( Nicoud ). Mais un réveil est probable : leur élimination est inévitable et forcément douloureuse ( Paysans - Aurillac ! )

-Les organisations ouvrières :

Le PC prépare fébrilement les municipales. Ses difficultés internes, les inconséquences d'une gauche en lambeaux et l'intrigant JJ-SS l'obligent à mettre les bouchées doubles.

Les opérations « ouverture » se succèdent : il faut vite gommer Tchéco, Garaudy et Tillon.

Toutes les couches non monopolistes sont systématiquement labourées.

Après une campagne pour une juste fiscalité, pour les problèmes de la femme, les inquiétudes des chrétiens, les tribulations des transportés, les aspirations des jeunes, la liberté des intellectuels... se sont livrés à la bonne gestion des « communistes ».

La CGT : Un mécontentement latent doit être doucement cultivé dans toute la population laborieuse. Mais il faut à tout prix éviter des épreuves de force : elles déclencheraient les traditionnelles offensives anticommunistes, les redoutables appels à la peur, au désordre, grands gaspilleurs de voix démocratiques. La bureaucratie CGT veille au grain : Pour cela, elle peut jouer de plusieurs cordes :

- Négociations
- Semaines d'action
- Unité syndicale
- Provocations gauchistes.